

Un législateur britannique propose d'attribuer aux citoyens un score de vérité sur les médias sociaux



[Source : aubedigitale.com]

Le législateur britannique John Penrose propose une idée dystopique pour donner aux citoyens un score de vérité sur les médias sociaux

Un dépassement massif des limites.

John Penrose, législateur du Parti conservateur britannique, a proposé un ajout au projet de loi controversé sur la censure d'Internet au Royaume-Uni, baptisé « The Online Safety Bill », qui devient de plus en plus orwellien à chaque nouvel amendement proposé.

Comme s'il sortait d'une fiction dystopique, M. Penrose, député de Weston-super-Mare, a proposé que le gouvernement oblige les plateformes en ligne à tenir à jour un score de la véracité d'une personne, déterminé par ses déclarations passées.

Voir les amendements proposés [ici](#).

★ To move the following Clause—

“Factual Accuracy

- (1) The purpose of this section is to reduce the risk of harm to users of regulated services caused by disinformation or misinformation.
- (2) Any Regulated Service must provide an index of the historic factual accuracy of material published by each user who has—
 - (a) produced user-generated content,
 - (b) news publisher content, or
 - (c) comments and reviews on provider content
 whose content is viewed more widely than a minimum threshold to be defined and set by OFCOM.
- (3) The index under subsection (1) must—
 - (a) satisfy minimum quality criteria to be set by OFCOM, and
 - (b) be displayed in a way which allows any user easily to reach an informed view of the likely factual accuracy of the content at the same time as they encounter it.”

John Penrose

Pour faire avancer la clause suivante :

« Exactitude factuelle

- (1) Le présent article a pour objet de réduire le risque de préjudice causé par la désinformation ou la mésinformation aux utilisateurs des services réglementés.
- (2) Tout service réglementé doit fournir un index de l'exactitude factuelle historique du matériel publié par chaque utilisateur qui a...
 - (a) produit un contenu généré par l'utilisateur,
 - (b) un contenu d'éditeur de nouvelles, ou
 - (c) des commentaires et des critiques sur le contenu du fournisseur dont le contenu est visionné plus largement qu'un seuil minimum à définir et à fixer par l'OFCOM.
- (3) L'indice visé au paragraphe (1) doit...
 - (a) satisfaire à des critères de qualité minimum à définir par l'OFCOM, et
 - (b) être affiché de manière à permettre à tout utilisateur de se faire facilement une opinion éclairée sur l'exactitude factuelle probable du contenu au moment même où il le rencontre. »

« L'objectif de cette section est de réduire le risque de préjudice pour les utilisateurs de services réglementés causé par (sic) la désinformation ou la mésinformation », indique la proposition, avec une coquille qui montre à quel point la formulation d'une législation qui supprime les libertés des citoyens est soignée.

La proposition prévoit que chaque utilisateur qui produit du contenu en ligne, y compris des « commentaires et des critiques », et qui reçoit un certain nombre de vues en ligne, qui doit être déterminé par le régulateur britannique des communications, devrait voir son contenu indexé et se voir attribuer un score de vérité.

Le discours de cette personne doit ensuite être « affiché d'une manière qui permette à tout utilisateur de se faire facilement une opinion éclairée sur l'exactitude factuelle probable du contenu au moment même où il le rencontre ».

Au cours des deux dernières années, la vitesse à laquelle l'idée de s'attaquer à la « mésinformation » a été utilisée comme un outil de censure et de suppression des opinions a été alarmante, et l'idée que les régulateurs suppriment la parole des citoyens s'est normalisée.

Le Royaume-Uni propose également une nouvelle législation qui obligera les entreprises de médias sociaux à s'attaquer à la désinformation par des adversaires étrangers comme la Russie.

En faisant cette annonce, la secrétaire d'État au numérique, Nadine Dorries, a déclaré que l'invasion russe en cours en Ukraine a prouvé comment la Russie utilise les médias sociaux pour diffuser des mensonges.

« Nous ne pouvons pas permettre à des États étrangers ou à leurs marionnettes d'utiliser l'internet pour mener sans entrave une guerre en ligne hostile », a-t-elle déclaré. « C'est pourquoi nous renforçons nos nouvelles protections en matière de sécurité sur Internet afin de garantir que les entreprises de médias sociaux identifient et éliminent la désinformation soutenue par les États. »

La loi, qui devrait être adoptée au cours de la session parlementaire actuelle, sera un amendement au projet de loi sur la sécurité en ligne et au projet de loi sur la sécurité nationale.

Elle obligera l'Ofcom, l'organisme de réglementation des médias, à créer des codes de pratique pour s'assurer que les plateformes de médias sociaux s'y conforment et à infliger des amendes en cas de non-respect.

Traduction de Reclaim The Net par Aube Digitale